

LOGEMENT : NON AUX EXPULSIONS ! REQUISITIONNONS LES LOGEMENTS VIDES !

Reprise des expulsions locatives

Le 15 mars, comme chaque année, c'est la fin de la « trêve d'hiver ». L'Etat recommencera à expulser les locataires qui n'arrivent plus à payer leur loyer. C'est plus de 100000 personnes qui se retrouveront à la rue, avec le concours de la « force publique », l'Etat garantissant le sacro-saint droit à la propriété au détriment des besoins essentiels des prolétaires.

Avant même cette date, pour les occupants « sans droit ni titre », les expulsions n'ont pas cessé pendant l'hiver, malgré le grand froid.

Une question de vie ou de mort !

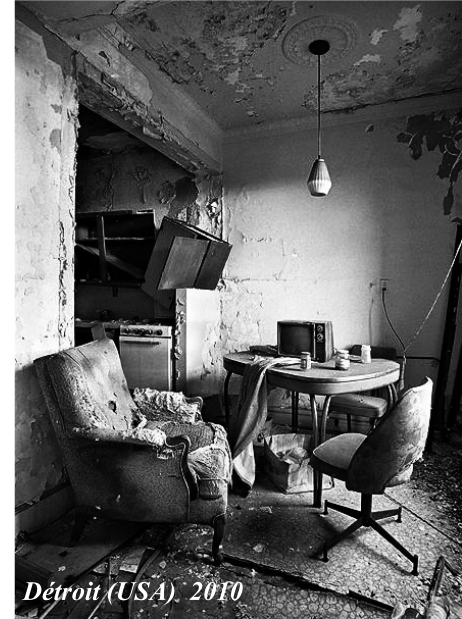
La question de l'accès au logement est cruciale. Faute de moyen, de nombreuses personnes et de nombreuses familles, au sein des classes populaires, sont contrainte d'habiter dans des logements insalubres, et avec elles, sont risque de maladie, d'incendies ou d'intoxications mortelles. L'absence d'accès au logement conduit des personnes à dormir dans la rue, dans leur voiture, dans des bidonvilles, et pousse certaines au suicide ou à la tentative de suicide. C'est le cas à Saint Denis, en banlieue parisienne, mais aussi à Saint Priest, en banlieue lyonnaise.

Le système capitaliste fait passer avant tout le sacro-saint droit de propriété, au détriment des besoins vitaux de la population. Les prolétaires, y compris ceux qui ont construit les logements, ne peuvent y habiter. L'Etat se charge de défendre ce droit à la propriété, à tous les niveaux : des municipalités aux préfectures jusqu'au niveau gouvernemental, quelle que soit la couleur politique des gestionnaires du capitalisme, les déclarations hypocrites et compassionnelles concernant les mal-logé-e-s n'empêchent pas les expulsions, au besoin à coup de matraques.

Dans le même temps, les loyers s'envolent, puisque la spéculation fait rage : les propriétaires

organisent la pénurie de logement en gardant des centaines de milliers de logements vacants. Les charges augmentent continuellement, les propriétaires et agences se trouvant en position de force pour racketter les locataires afin d'augmenter leur marge de profit.

La crise économique accroît les difficultés pour les classes populaires : chômages, gel des salaires, inflation rendent de plus en plus difficile de boucler les fin de mois.



**TOUT CELA
ALORS QUE DES
LOGEMENTS
SONT VIDES !**

Luttons contre les expulsions et la spéculation immobilière !

Dans ces conditions, il nous faut organiser l'autodéfense sociale, par la constitution dans chaque quartier, de comités, de réseaux contre les expulsions. Par la réquisitions directes des logements vides, car l'Etat n'appliquera jamais sa propre légalité lorsqu'elle contrevient aux intérêts de la bourgeoisie, la loi de 45 permettant les réquisitions. Par la solidarité squatter-locataires, contre le racket des propriétaires, car un logement occupé, même sans droit ni titre, c'est un logement qui échappe à la spéculation. Par l'organisation des locataires, qui rend possible la grève des loyers et des charges.

**Coordination des Groupes Anarchistes
de Montpellier - Groupe Un Autre Futur**

Librairie "La Mauvaise Réputation"
Quartier Saint Anne
20, rue Terral
34000 Montpellier

Ouverture :
tous les samedis de 15h à 19h

www.c-g-a.org

groupe-uaf@c-g-a.org

CGA
Coordination des
Groupes
Anarchistes